

Source : <http://www.lalibre.be/actu/planete/il-reste-deux-ans-pour-agir-contre-le-changement-climatique-5b96d6d6cd70ef4beaa5e221>

Téléchargement 11 09 2018

"Il reste deux ans pour agir contre le changement climatique"

AFP Publié le 10 11 2018

Le monde a deux ans pour agir contre le changement climatique sauf à affronter des "conséquences désastreuses", a averti lundi le chef de l'ONU, en appelant la société civile à réclamer "des comptes" aux dirigeants de la planète.

"Si nous ne changeons pas d'orientation d'ici 2020, nous risquons (...) des conséquences désastreuses pour les humains et les systèmes naturels qui nous soutiennent", a déclaré Antonio Guterres.

Son discours à l'ONU survient trois jours avant un sommet mondial inédit pour l'action climatique qui doit réunir à San Francisco des milliers d'élus, de maires, de responsables d'ONG et d'entreprises.

"Il est impératif que la société civile --jeunes, groupes de femmes, secteur privé, communautés religieuses, scientifiques et mouvements écologiques dans le monde-- demande des comptes aux dirigeants", a insisté le secrétaire général des Nations unies.

En dressant un tableau noir des menaces pesant sur la chaîne alimentaire et l'accès à l'eau, M. Guterres a martelé que le monde faisait "face à une menace existentielle directe" et au "plus grand défi" de l'époque.

"Le changement climatique va plus vite que nous" et "nous devons rompre avec la paralysie". "Nous avons les outils pour rendre nos actions efficaces mais nous manquons --même après l'accord de Paris-- de leadership et d'ambition pour faire ce que nous devons faire", a-t-il déploré.

Ainsi, "nous devons arrêter la déforestation, restaurer les forêts détériorées et changer notre manière de cultiver". Il faut aussi revoir "la manière de chauffer, de refroidir et d'éclairer nos bâtiments pour gaspiller moins d'énergie".

Antonio Guterres a rappelé qu'il organisera à l'ONU un sommet mondial sur le climat en septembre 2019, soit un an avant l'échéance imposée aux signataires de l'accord de Paris de 2015 pour s'acquitter de leurs engagements.

AFP